



Déclaration liminaire du SNUipp-FSU67

CAPD 27 Janvier 2011

Nous sommes réunis aujourd'hui pour cette CAPD des promotions qui sonne un peu comme le dernier tour de piste pour beaucoup de collègues.

Nous verrons partir des enseignants, encore jeunes, qui quittent un travail qu'ils aiment, une vocation pour beaucoup, faute de voir perdus aujourd'hui les quelques avantages acquis pour la retraite. Certains devraient travailler encore dix ans pour partir en retraite avec une pension identique voire moindre à celle acquise aujourd'hui.

Après avoir repoussé cette CAPD de promotions, c'est au tour du CTPD d'être repoussé après les élections cantonales. Le SNUipp67-FSU tient à souligner le courage de nos dirigeants qui craignent la colère des électeurs devant les restrictions budgétaires sans pareilles, devant les suppressions de postes qui n'ont jamais été aussi importantes et particulièrement dans notre Académie.

Il est fort à parier que les primes d'objectif – mais où vont-ils trouver cet argent ? – que recevront nos recteurs vont les aider à actionner, sans état d'âme, les leviers mis à leur disposition par le Ministère de l'Education Nationale : suppression de postes de RASED, diminution de l'accueil des tout petits en maternelle, suppression de postes de remplaçants et de la brigade de Formation continue, hausse des effectifs, fusions d'écoles, suppression de classes...

Depuis des années et plus particulièrement depuis les réformes Darcos de l'école primaire, les Ministres successifs démantèlent pièce par pièce le service public d'éducation. Un seul objectif : les coupes sombres budgétaires au détriment des conditions d'apprentissage et des conditions d'enseignement des professeurs. Une seule justification : le dogme libéral de non remplacement d'1 fonctionnaire sur 2 partant à la retraite.

Des primes pour les recteurs, des primes bientôt pour les proviseurs et les principaux, des primes sûrement pour les inspecteurs d'académie et de circonscription et bientôt les directeurs des futurs E2P ... on achète les cadres de l'Administration plutôt que de revaloriser les rémunérations des enseignants. Ce ne sont pas quelques centaines d'euros de prime qui réussiront à justifier les évaluations de CM2 et de CE1 que toute la communauté éducative dénonce et qui ne servent ni aux élèves, ni aux enseignants mais uniquement à permettre un pilotage par l'évaluation de la politique ministérielle ... nous en avons tous les jours les retours par les collègues à travers leurs inspections. Et que dire de la formation des maîtres dont même le chef de l'Etat reconnaît la médiocrité et l'insuffisance ...

Et que dire de la mascarade de débat autour des rythmes scolaires qui n'a fait apparaître aucun consensus pour aucune solution et pourtant on nous annonce déjà un certain nombre de pistes quasi « acquises ».

Cette vision de l'école est contraire à la vision humaniste et ambitieuse pour les élèves que portent le SNUipp et la FSU. C'est plus largement l'avenir de l'Ecole et des services publics qui est en jeu : leur casse orchestrée par le gouvernement aura pour conséquence le renforcement des inégalités sociales. Comme pour la réforme du système des retraites, nous sommes une fois de plus confrontés à un choix de société. Le nôtre est résolument celui d'une société plus juste et plus solidaire qui favorise la réussite de tous les élèves.